Année XXII. N° 592 — 1er Juillet 1922.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

SOCIALISME et ANARCHISME

En maintes occasions, on nous a demandé d'expliquer d'une façon aussi claire et précise que possible la différence entre socialisme et anarchisme. Les deux doctrines se sont trouvées en présence dans la première Internationale et ne devaient pas tarder à devenir inconciliables. Aussi, des nombreuses scissions survenues dans le socialisme, la première seulement, celle anarchiste, n'a jamais pris fin, toutes les autres n'ont été en somme que de courte durée.

Marx, voulant imposer sa conception politique à toute l'Internationale, réunit à cet effet, à Londres, du 17 au 23 septembre 1871, une conférence, qui adopta la première résolution ci-dessous. — Après toute une série de discussions et d'incidents qu'il serait trop long de relater ici, les fédérations et sections dissidentes votaient une année plus tard, à Saint-Imier, le 16 septembre 1872, une résolution contraire, que nous donnons ci-après à côté de celle de Londres.

L'action politique de la classe ouvrière.

Vu les considérants des statuts originaux où il est dit : « L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné *comme moyen* » ;

Vu l'*Adresse inaugurale* de l'Association internationale des travailleurs (1864) qui dit : « Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possible.... La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière » ;

Vu la résolution du Congrès de Lausanne (1867) à cet effet : « L'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique » ;

Vu la déclaration du Conseil général sur le prétendu complot des internationaux français à la veille du plébiscite (1870), où il est dit : « D'après la teneur de nos statuts, certainement toutes nos Sections, en Angleterre, sur le continent et en Amérique, ont la mission spéciale, non seulement de servir de centres à l'organisation militante de la classe ouvrière, mais aussi de soutenir, dans leurs pays respectifs, tout mouvement politique tendant à l'accomplissement de notre but final : l'émancipation économique de la classe ouvrière » ;

Attendu que des traductions infidèles des statuts originaux ont donné lieu à des interprétations fausses qui ont été nuisibles au développement et à l'action de l'Association internationale des travailleurs ;

En présence d'une réaction sans frein qui étouffe violemment tout effort d'émancipation de la part des travailleurs, et prétend maintenir par la force brutale la distinction des classes, et la domination politique des classes possédantes qui en résulte ;

Considérant en outre :

Que contre ce pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ;

Que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : *l'abolition des classes* ;

Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux masses de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs ;

La Conférence rappelle aux membres de l'Internationale :

Que dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis.

Nature de l'action politique du prolétariat.

Considérant :

Que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire ;

Que nul n'a le droit de priver les fédérations et sections autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croiront la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme ;

Que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes ;

Considérant que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante ;

Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare :

1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

2° Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

3° Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Pour préciser sa négation de tout pouvoir politique, le Congrès de Saint-Imier ajoute dans une résolution suivante, que nous donnerons en entier et commenterons dans le prochain numéro :

...Tout Etat, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque par la nature même de son organisme il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

Cherchons à nous rendre bien compte de la portée de ces déclarations.

Il est évident que Marx visait à faire adopter sa politique par l'Internationale dès sa fondation. Glissons sur les moyens employés à cet effet par lui, pour nous en tenir aux constatations de fait.

Marx dit bien que tout mouvement politique doit être subordonné *comme moyen* au but de l'émancipation économique, mais il ajoute aussitôt que la conquête du pouvoir politique est le premier devoir de la classe ouvrière, donc c'est cette conquête qui importe avant tout et à laquelle tout doit être subordonné. Que cette interprétation soit la bonne, cinquante ans d'expérience l'ont amplement prouvé.

Personne n'a jamais contesté la nécessité de lutter contre la domination par la force brutale de l'Etat, comme il faut d'ailleurs lutter aussi contre la domination exercée par l'Eglise. Mais avons-nous à maintenir ou à supprimer ces deux institutions?

Marx veut arriver aussi à la destruction de l'Etat, mais, *avant tout, il propose à la classe ouvrière de devenir elle-même Etat.* Si l'on nous proposait de former des confréries religieuses, de devenir anciens d'église, de conquérir le plus de places possible dans la hiérarchie ecclésiastique, pour lutter contre le pouvoir religieux, chacun trouverait cette proposition plaisante. Il est évident que nous pourrions ainsi aboutir à une réforme des Eglises, mais nullement à leur suppression.

Sans donner à ce raisonnement par analogie une valeur décisive et en tenant compte des différences de moyens de domination de l'Etat et de l'Eglise, il n'en est pas moins vrai que le travailleur qui devient électeur donne son adhésion à l'institution politique bourgeoise, que par ses votes il en devient l'un des fidèles, que ses élus ne pourront qu'aider au fonctionnement d'un pouvoir ennemi, dont il est d'ailleurs lui-même, pour quelques concessions illusoires, le soldat.

Oui, la conquête du pouvoir nous a montré, d'une part, les élus conquis par ce pouvoir et l'exerçant au profit du capitalisme ; d'autre part, les électeurs se faisant massacrer pour ce même pouvoir qu'ils déclaraient vouloir combattre.

Enfin, cette conquête du pouvoir admise, il ne saurait plus être question de révolution, mais simplement de réforme. C'est ainsi que les protestants, là où ils ont arraché le pouvoir à l'Eglise catholique, ont accompli ce que l'histoire appelle proprement la Réforme, sans nous donner la solution du problème d'affranchissement de la pensée, qui ne saurait résulter que de la destruction des Eglises.

Ce n'est pas tout. Par sa résolution, Marx réduit l'Internationale de tous les exploités à n'être plus que la chose du *parti politique distinct*. La suite des événements ne l'a que trop prouvé. Pour lui la *classe* se ramène à *son parti*. C'est ainsi que pour les bolchevistes tous ceux qui sont en dehors de leur parti ne sont pas des prolétaires ; eux seuls forment le prolétariat. Rien de nouveau, d'ailleurs : tous les gouvernants ont toujours prétendu être à eux seuls le pays !

A remarquer qu'à la même conférence Marx avait fait voter précédemment une autre résolution qui dit :

Il sera désormais défendu aux branches, sections et groupes de se désigner par des noms de secte, comme, par exemple, les noms de branches positivistes, mutualistes, collectivistes, communistes, etc., ou de former des groupes séparatistes, sous le nom de « sections de propagande », etc., se donnant des missions spéciales en dehors du but commun poursuivi par tous les groupes de l'Internationale.

Plus de divergences d'idées et de missions spéciales, le front uniqne, quoi ! Mais Marx, Engels et leurs amis n'appartenaient eux-mêmes à l'Internationale que comme membres du *Kommunistischer Arbeiterbildungsverein* de Londres, adhérant à la grande Association ! Un grand homme n'a évidemment pas à se gêner d'une contradiction de plus ou ou de moins.

Tout le socialisme se résume en somme dans la conquête électorale des pouvoirs publics ; que si, par hasard, une révolution — dont il ne veut pas s'occuper à l'avance

pour en propager l'idée et en préparer les moyens — vient à se produire, il en revendique la propriété exclusive, avec le pouvoir, out le pouvoir dictatorial !

* * *

Nos lecteurs ont sous les yeux la réponse précise donnée à Marx par les anarchistes.

Elle affirme d'abord la plus complète autonomie et indépendance des fédérations et sections et refuse d'admettre en matière d'idées un pouvoir législatif quelconque, pouvoir qui est bien la chose la plus absurde qui puisse s'imaginer. Comme s'il était possible à un individn de penser autrement qu'avec son cerveau, à moins de n'avoir ni pensées, ni cerveau, pour n'être encore et toujours qu'un instrument aux mains d'un maître !

Pour finir, uos aînés énoncent trois principes ne laissant plus de place à aucune équivoque ou trahison.

1° Les anarchistes veulent non pas la conquête mais la destruction de tout pouvoir politique, se plaçant ainsi non plus sur le terrain légal et parlementaire, mais sur le terrain extra-légal et révolutionnaire. C'est la seule application logique du principe que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Plus rien à attendre des institutions et des hommes de la bourgeoisie ; les travailleurs forment un monde à part ne refusant aucune adhésion ou coopération sincère, mais — déjà rivés au vieux monde par trop de nécessités — ils ne veulent pas tourner encore et sans cesse leurs regards vers lui, c'est-à-dire vers ses parlements, bureaux, conseils, tribnnaux, etc.

La méthode de la conquête ne pouvait aboutir qu'à renforcer le pouvoir politique bourgeois de nouveaux moyens, de nouvelles fonctions, avec toujours plus de fonctionnaires, d'impôts et de soldats. Etrange tactique que celle d'un conquérant commençant par accroître sans cesse la puissance qu'il se propose de vaincre ! Le socialisme « scientifique » seulement pouvait — après tant d'autres *découvertes* — découvrir encore cette tactique-là !

2° La fameuse « dictature du prolétariat » devant amener la destruction du pouvoir politique — ainsi que n'ont cessé de le prétendre les bolchevistes — est nettement repoussée à Saint-Imier comme une tromperie et un danger pour le prolétariat à l'égal de tout autre gouvernement.

Nous avouons avoir été très peiné qu'à cet égard il y ait eu un certain flottement chez plusieurs camarades au lendemain du coup d'Etat de Lénine et consorts. Les anarchistes ne se sont jamais trompés en s'en tenant strictement à leurs théories ; par contre, chaque fois que, par crainte de ne pas être *pratiques*, ils s'en sont éloignés pour suivre des réalités, qui ne sont que de *mauvaises réalités* en somme, ils ont bientôt dû reconnaître leur erreur.

L'expérience russe vient aujourd'hui corroborer le principe anarchiste de s'opposer au moment d'une révolution à « toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire ». Oui, il n'y a pas de pire tromperie et de pire danger, et la fameuse dictature bolcheviste que certains marxistes voulaient déjà nous montrer comme le triomphe incontestable de leur doctrine, aboutit à une catastrophe épouvantable, après s'être montrée absolument impuissante à nous donner la moindre réalisation communiste.

3° Enfin, nos camarades repoussaient tous ces compromis dont est fait surtout le parlementarisme. Ils déclaraient vouloir rester en dehors de toute politique bourgeoise, c'est-à-dire réformiste et électorale. Car la politique dite *socialiste* n'a jamais pu et ne pourra jamais être telle. Elle ne peut rien obtenir et faire passer sans le consentement de la bourgeoisie, et celle-ci naturellement n'acquiesce qu'aux réformes qui lui sont profitables. Les politiciens du socialisme ont toujours été absolument impuissants ou dupes.

Il ne reste donc au prolétariat que la solidarité de l'action révolutionnaire, qui, même sans prendre la forme insurrectionnelle, peut bien s'appeler ainsi chaque fois qu'en ne s'adressant pas à l'Etat, à la loi ou à l'arbitrage, elle s'affirme comme la négation de l'ordre existant.

Pour celui qui observe de près le mouvement social, la question de l'Etat est au fond de tout. Notre conception, notre attitude et notre action ne peuvent être qu'étatistes ou anti-étatistes. Chaque fois que nous nous rencontrons avec d'autres groupements ouvriers, c'est cette opposition qui éclate aussitôt. Nous ne tenons compte de l'Etat que comme ennemi, tous les autres s'obstinent à y voir un auxiliaire possible. Si bien que pour finir, ils rendent les travailleurs toujours solidaires de leur Etat. Etonnez-vous qu'une guerre éclatant, ces travailleurs aillent encore à la boucherie.

Nous croyons inutile de répondre ici à ceux qui, après avoir parlé continuellement d'Etat bourgeois, de dictature bourgeoise, etc., découvrent les bourgeois anti-étatistes ! En fait de *découvertes*, le socialisme « scientifibue » n'en est pas à une près !

* * *

Résumons ce que nous venons d'exposer :

1° Le socialisme veut la *conquête*, l'anarchisme la *destruction* du pouvoir politique ;

2° Le socialisme, une révolution éclatant, veut *devenir Etat* à son tour et opérer la transformation sociale au moyen d'une dictature politique ; l'anarchisme déclare cette dictature une tromperie et un danger de plus et ne croit l'œuvre révolutionnaire possible que par « l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes » ;

3° Le socialisme en tant que parti parlementaire est forcé de confondre, moyennant des compromis, sa politique avec celle bourgeoise, pour n'obtenir ainsi que des résultats fallacieux ; l'anarchisme répudie toute collaboration volontaire avec les institutions actuelles, ne cherche qu'à amener l'action directe des travailleurs et ne compte que sur leur solidarité révolutionnaire.

Extraits de journaux.

Fondé à Berlin sous le ministère Manteuffel, le Bureau Central de la Presse, vaste usine où se fabriquent les opinions utiles pour l'importation et l'exportation, vit s'accroître singulièrement ses ressources, sa prospérité, son influence, par l'allocation qui lui fut faite d'une partie des biens confisqués sur le roi de Hanovre et l'électeur de Hesse. Ce fonds considérable, mis à sa disposition, fut baptisé du nom de *Reptilienfond*, le fonds des reptiles. Par une métaphore analogue, on disait que les journalistes qui accouraient au grand bureau pour y prendre les ordres y venaient prendre des *Schlammbäder*, des bains de boue.

(Wutke, prof. à l'Université de Leipzig, dans son ouvrage : *Les journaux allemands et comment se forme l'opinion publique.*)

* * *

Après le scandale de la Banque Industrielle de Chine viendra celui de la propagande. Il ne sera pas moindre que le précédent. A la tête de la camarilla qui a gaspillé une quantité considérable de millions sous la vague désignation « Propagande », nous retrouverons Philippe Berthelot. A ce moment-là il sera intéressant de voir qui a touché et à qui ont été remis les fonds si abondamment volés. Il serait du plus haut comique si, en consultant les liste des heureux bénéficiaires de ces attributions destinées entre autres à réchauffer l'esprit francophile de certains journaux étrangers, on y découvrait, avec la mention « pour sa belle attitude pendant la guerre », le titre du journal *La Suisse*.

(Antoine Delécraz, *La Suisse*, 28 mai.)

Serait-ce si « comique » ?

La servitude avilit l'homme uu point de s'en faire aimer. *Vauvenargues.*

L'« information »

L'habitude quotidienne fut un temps de nous montrer les Lénine, Trotzky, Tchitchérine et consorts, vivant en satrapes asiatiques, vautrés dans la débauche et le crime.

Puis, comme tout lasse, tout casse, ces maîtres de la Russie ne furent plus que des espèces de vagabonds, donnant audience dans leur chambre à coucher sale, encombrée de monceaux de paperasses poussiéreuses, recevant en bras de chemise et les pieds nus dans des savates trouées.

On a fait d'eux des portraits de fous qui ne savaient ce qu'ils faisaient, ou de brigands hirsutes avec un couteau entre les dents.

On nous a dit qu'à Gênes ils préféraient les plus infimes cabarets populaires pour y manger des ratatouilles. Sans vergogne, à l'on ne sait quel mot d'ordre irrévélé, on a affirmé le contraire : lunchs extra, festins en frac et chemise plissée, promenades en smoking et en huit-reflets. Et *La Suisse* a donné une de ces photos que la presse d'information disait précédemment truquées, montrant des enfants squelettiques. Elle a intitulé cette illustration : « Pendant que Tchitchérine mange dans les palaces », comme si, pendant que les Motta et Schulthess s'indigestionnaient à Gênes, il n'y avait pas de misère, pas de meurt-de-faim en Suisse, sur nos monts indépendants !

On nous a dit encore qu'à Gênes, les bolcheviks sont apparus « dépouillés de l'auréole du mystère » sous leur « véritable aspect de petits avocats chafouins et procéduriers ».

Dans son discours sur Gênes, à la Chambre tchéco-slovaque, M. Bénès a dit que la délégation russe a fait preuve d'« une opiniâtreté et d'une persévérance dignes d'admiration » et M. Lloyd George, dans son exposé aux Communes, que « les représentants russes étaient des hommes d'une valeur exceptionnelle ».

Sortez-vous de ces contradictions disparates et divers aspects. Dire qu'il y a encore des gens qui s'en réfèrent pour leurs... opinions (?) aux journaux !

Plus tard, quand on pourra faire de haut et de loin l'histoire de notre époque, la contribution de la presse à l'aliénation mentale de nos contemporains sera considérée comme capitale. Les journalistes, en effet, sont les quotidiens faiseurs de l'opinion, faiseurs vénaux pour la plupart. Qu'ils servent les intérêts les plus contradictoires et lancent les bruits les plus fous, cela n'a rien d'étonnant. Leur conscience et leur intelligence n'y sont pour rien. Mais que des gens honnêtes fassent chorus, on constate par là le maboulisme universel. Qu'un professeur comme M. Maurice Millioud se laisse aller à écrire dans la « Julie » qu'il faudrait s'informer si le séjour de Gênes a plu aux Russes, pour aboutir à ceci : qu'on a déplacé « jusqu'à la personne sacrée d'un archevêque pour tendre la main » à Tchitchérine et que « c'est bien le moins qu'on se demande s'il a trouvé bons le couvert, le gîte et le reste, surtout le reste, » et que Tchitchérine manifeste son opiniou « pour ce qui est de spaghetti » en prolongeant son séjour, on voit que le maboulisme, la frénésie divagante ont fait des ravages, jusque dans les universités qui n'ont décidément plns rien de commun avec la science sereine et probe. XX.

Les anarchistes avaient raison....

Nous empruntons au *Lavoro*, journal socialiste bolchevisant de Gênes :

Tchitchérine se prépare à partir. Ce soir ou demain matin il partira par la direct Gênes-Milan-Brenner pour se rendre à Moscou. Il semble que le voyage projeté à Rome soit définitivement abandonné et l'on ignore pour quelles raisons cette visite à la Capitale sera manquée. Les préparatifs du départ sont presque terminés. Tchitchérine, avant de quitter Gênes, a voulu faire les visites d'adieu aux autorités. Il s'est rendu à la Préfecture, à l'Hôtel de Ville et aux autres bureaux publics et, à tous, il a exprimé sa satisfaction de l'accueil reçu et des égards particuliers que tous eurent pour lui.

Hier, dans une salle de l'Eden-Palace, il a voulu exprimer sa reconnaissance spéciale aux chefs des services de police de la Ville. Etaient à la réception le commissaire de police Silvestri, le vice-commissaire Orsini, le chef de cabinet du commissaire, avocat Romano, le délégué Cilento et d'autres fonctionnaires.

Tchitchérine a loué les services de la police italienne et particulièrement le service de garde organisé pour préserver la mission russe de tout inconvénient. Il s'est déclaré enthousiaste de notre organisation et, pour finir, il a dit qu'il regrettait de ne

pouvoir décorer d'un ordre russe tous les chefs et fonctionnaires de police, parce que, en Russie, il n'existe d'autre récompense honorifique que l'Ordre du « Drapeau Rouge », réservé à ceux qui combattent pour la défense du territoire ou qui font preuve de hardiesse dans l'accomplissement d'actes de valeur. Il a cependant comblé la lacune des décorations en annonçant qu'il donnerait à tous un modeste souvenir au nom du Gouvernement des Soviets. Et, en effet, il remit au commissaire Silvestri un magnifique porte-cigarettes en argent massif incrusté d'or et de rubis et gravé d'une dédicace affectueuse : au vice-commissaire il offrit un porte-cigarettes en argent massif et fit le même cadeau au chef de cabinet et au délégué Cilento, ainsi qu'au commissaire de la sûreté de Bordighera préposé à la surveillance de l'Hôtel Impérial à Rapallo.

Les fonctionnaires apprécièrent beaucoup le cadeau et remercièrent Tchitchérine de ses paroles courtoises et ses éloges à la police italienne et spécialement à la sûreté de Gènes. Des rafraîchissements furent ensuite servis et la cérémonie prit fin.

Outre les porte-cigarettes Tchitchérine a offert à tous une grande photographie avec dédicace et signature autographe. Tous les porte-cigarettes, outre la dédicace portent encore les armes des Soviets, c'est-à-dire le marteau et la faux entrelacés, avec l'inscription : « République fédérale socialiste des Soviets ».

Un porte-cigarettes d'or fut envoyé par Tchitchérine au commissaire actuel de la police de Rome, le commandeur Secchi, qui fut chef des sarvices de police durant la Conférence. Un autre porte-cigarettes d'argent fut envoyé au vice-commissaire de Naples, le commandeur Gaggiano. Quatre porte-cigarettes d'or massif incrustés de brillants et de diamants ont été offerts à de grands personnages italiens. L'un à été donné au marquis De Nobili de la Délégation italienne qui fit la liaison entre la mission russe et la mission italienne ; il n'a pas été possible de savoir à qui sont allés les trois autres précieux porte-cigarettes.

Tchitchérine a encore donné à tous les agents de police qui l'escortèrent sans cesse sa photographie avec sa signature autographe.

Nous reproduison ces lignes non pas pour nous en étonner ou nous en indigner. Les anarchistes ont toujours dit que tous les gouvernements se valent ; tsaristes, démocratiques ou marxistes. Uu fait de plus est venu leur donuer raison.

Nous pensons toutefois que désormais les néo-commuuistes italiens arrêtés pour avoir crié : Vive Lénine ou Trotzky ! auront par leur aveuglement incroyable mérité le passage à tabac que les agents des chefs récompensés par Tchitchérine ne manqueront pas de leur servir.

Pour nos camarades russes

L'*American Relief Administration* se charge, pour la somme de 10 dollars (52 francs suisses) d'expédier à la « Croix-Noire de la Fédération russe des anarchistes-communistes », Tverscaia, Nastawiinsky per., d. 5, 2, Moscou, ou à une autre adresse à indiquer : 50 livres de farine blanche, 25 livres de riz, 20 boîtes de lait, 10 livres de graisse, 10 livres de sucre et 3 livres de thé.

Nous avons déjà fait trois envois de 10 dollars, et la souscription reste ouverte.

Pour alimenter la conversation

On ne dit mot du prélude à la grande guerre du Pacifique, dont la conférence de Washington a été comme l'entrée en matière.

Ces temps-ci, le capital américain (général Vou-Peï-Fou) et le capital japonais (général Chang-Tso-Lin) se sont battus en Chine, et ce dernier a été rossé. Les dollars ont vaincu les yens. Cette victoire représente pour l'Amérique de belles et bonnes concessions de chemins de fer et de mines.

Mais les Japonais sont tenaces et ils convoitent trop la Chine pour reculer.

La bataille de Pékin est donc la première escarmouche de la grande guerre nippo-américaine du Pacifique, à laquelle seront fatalement mêlées toutes les nations qui ont une flotte. La prochaine « dernière » se mitonne.

* * *

Mme Bessarabo est un produit de notre société et ne nous intéresse que comme spécimen. Son procès a fait défiler à la barre nombre d'individus « dans les affaires », louches, véreux, odieux, types comme elle de la corruption ambiante et, à ce titre, les audiences méritaient attention. L'un d'eux, cité par l'accusation, avait au cours de l'instruction chargé l'accusée.

Appelé à donner témoignage en cours d'assises, il eut quelques réticences et, finalement, pressé par l'avocat de Mme Bessarabo, il déclara :

— Oh ! moi, vous savez, je n'ai aucune opinion sur l'affaire. Ce que je vous en dit, *je l'ai lu dans les journaux*.

Et voilà !

Les « bienfaits » de la presse sont innombrables. On aurait fort à faire de les souligner tous, mais il ne faut pas laisser sans mot dire passer le rôle qu'elle joue daus ce qu'on appelle la justice, tantôt en accablant dès la première heure ceux qui lui deplaisent, tantôt en atténuant les pires crapuleries ou en innocentant les plus avérées canailles. Et l'on voit ci-dessus que son bourrage réussit.

* * *

Parmi les questions qui divisent férocement l'Inentente cordiale, cinq priment actuellement : le comité des banquiers, les réparations, la conférence de la Haye, le pacte anglo-français (qui semble enterré) et Tanger.

A Tanger, la France a étendu son protectorat marocain : colère de l'Espagne, méfiance et dépit de l'Angleterre. Aux observations de celle-ci, la France répond : « Donnant, donnant. Laissez-moi Tanger et je ne dirai rien de la garde militaire de Suez, qui fait l'objet d'une clause de l'sccord (?) anglo-égyptien. »

L'Angleterre réplique : « Tanger ? non, trop de danger pour les intérêts militaires et financiers britanniques à Gibraltar. Suez ? ça ne vous regarde pas. L'accord anglo-égyptien ne change rien à l'arrangement de 1888. »

Et l'on continue à se montrer des dents d'Entente cordiale.

* * *

Nansen vient de publier une brochure : *La Russie et le Monde*, dans laquelle il fait une fois de plus appel « aux consciences ». C'est dire qu'il sera, une fois de plus aussi, peu entendu. Quant à l'œuvre accomplie jusqu'ici parmi les affamés russes, Nansen écrit :

« *Une presse organisée pour le mensonge* (nous soulignons) nous poursuit et essaie d'entraver notre action. Mais malgré toutes les grandes difficultés qui se dressent, un important travail de secours continue. »

L'œil des Pâquis.

Ce qu'il faut lire

La Revue anarchiste, mensulle, boulevard de Belleville, 69. Paris XI.

Je viens de lire le n° 5 de cette revue, publiée par Sébastien Faure. On peut dire d'emblée que cette lecture vous laisse bien des choses et que vous ne la regrettez pas. Cette publication témoigne d'un effort sincère et vraiment digne de l'idée qu'elle se propose de défendre. La nécessité d'une telle revue, dirigée par un homme vraiment qualifié en la matière, se faisait sentir depuis longtemps. Les journaux hebdomadaires de propagande remplissent un rôle à eux, et il y a bien des problèmes se rattachant aux idées anarchistes qui ne peuvent trouver convenablement place que dans une revue. D'autre part et dans une certaine mesure, les revues atteignent un public de lecteurs que les journaux n'intéressent pas toujours, à condition naturellement que leur contenu soit différent, autant que possible, de celui des journaux destinés à la propagande plutôt élémentaire.

Publier la *Revue anarchiste*, c'était donc combler une lacune. Nous comprenons trop les difficultés que présente sa rédaction pour user d'une critique sans ménagements à son adresse, et nous sommes convaincus, du reste, que les camarades mêmes qui en assurent la parution voient aussi bien que nous les défauts de leur œuvre. Lorsqu'on ne paie pas ses collaborateurs, on en est toujours réduit à se contenter de l'aide d'amis qui, par le fait même d'être anarchistes, multiplient leurs activités en concourant à toute œuvre propre à améliorer l'existence de tous, ce qui ne leur laisse guère les loisirs nécessaires à la rédaction d'études approfondies sur certains côtés intéressants de la vie. Même traités au point de vue purement libertaire, les sujets à développements instructifs ne manqueraient cependant pas. D'ailleurs, contenter tout le monde, lecteurs et collaborateurs, ne se peut pas plus pour une revue que pour un journal.

Un numéro de la *Revue anarchiste* est assez volumineux pour que tous puissent y trouver beaucoup de choses ausceptibles de les satisfaire. Le format, l'impression, le papier, l'arrangement, tout comme la rédaction, montrent avec combien d'amour elle est publiée. Souhaitons-lui de longues années d'existence.

* * *

Au pays des Soviets, neuf mois d'aventures, par Mauricius. Librairie Sociale, boulevard de Belleville, 69, Paris XI.

Il est plus facile de vivre un roman que de l'écrire et Mauricius a fait les deux. On sent dans ce livre un effort sérieux pour rester objectif et impartial. Les faits y sont relatés avec le minimum de parti pris qu'on rencontre généralement dans ce genre d'écrits. Et pourtant, l'auteur aurait eu des raisons pour être moins conciliant ! Un livre sur la Russie est toujours captivant, mais celui-ci l'emporte certes sur beaucoup d'autres. C'est ce qu'on peut appeler un livre vivant par le style et les situations souvent tragiques relatées par l'auteur. Risquer d'être fusillé par le gouvernement de Moscou comme agent du gouvernement français et être emprisonné à son retour en France comme agent des bolcheviki, suffirait pour donner à l'ouvrage la tourure d'un roman. A côté de cela des faits d'un puissant intérêt en font une lecture riche en surprises et en leçons pour qui ne connaît pas la Russie depuis la chute des tsars. M. A.

MÉLANGE

L'éclusier.

A la guerre comme en toutes autres circonstances sont mis à l'honneur — si l'on peut parler d'honneur quand il s'agit d'une boucherie — ceux qui ont pu ou su se tenir à respectable distance des zones dangereuses. A l'abri de la mitraille, n'ayant de la bataille que des échos lointains, ils ont le loisir de soigner leur réclame Si la déroute survient, ils ne sont responsables de rien, puisqu'ils avaient pris la précaution de ne pas faire face à l'ennemi pour ne pas être mis dans la nécessité de lâcher pied. Et si c'est la victoire, ayant toujours été à l'arrière, ils sont les premiers, en tant que plus rapprochés, pour passer sous l'arc de triomphe. Et quand vient le tour des « héros » amaigris et défigurés, il n'y a plus ni fleurs ni prébendes ponr récompenser leur beau zèle. Les dernières dames qui évacuent les tribunes font une comparaison désavantageuse entre leurs uniformes fripés et les rutilants costumes des têtes de colonne.

En son tempe, lors de la rentrée à Bruxelles à la tête des troupes, la presse et les discoureurs ont tressé d'innombrables couronnes à Albert, le » lion » des Flandres. Pourtant au premier signal du danger, le dit Albert, accompagné des princes, ministres et héros de profession, a filé au Hâvre mettant entre lui et les envahisseurs plusieurs centaines de kilomètres.

Or, il paraît que le refuge du roi ne fut sûr que grâce à l'initiative d'un vieil éclusier de l'Yser qui inonda fort à propos la plaine du même nom à l'approche des Teutons. Par son action il déjoua les plans de l'état-major allemand et facilita la victoire alliée. Nul ne s'occupa cependant de lui. Il a fallu que, récemment, il trépassa pour qu'en « haut lieu » on se souvienne de sa conduite. A ce moment tardif, le garde champêtre fut délégué pour lui rendre les derniers honneurs.

Est-ce que les ouvriers et tous les humbles qu'on sacrifie sur les champs de la guerre et du travail ne vont pas, bientôt, prendre la place qui leur revient, et cela sans attendre la permission des parasites bourdonnants ?

La cour.

A ceux que laissait sceptiques la Ligue des Nations, on répondit un jour par l'annonce de la création d'une cour de justice qui aurait à connaître des litiges entre nations. Les juges allaient remplacer les soldats.

Notre méfiance ne fut pas moindre car, malgré l'éleclion de la cour, pas un seul guerrier ne fut licencié. Sur tous les points d'Europe, d'Asie et d'Afrique des conflits ont éclaté sans que le tribunal manifestât son existence. Enfin le voici assemblé, mais ce n'est pas pour enlever de la besogne aux généraux. Les juges se réunissent à la Haye pour examiner la façon dont fut élu un délégué syndicaliste à la dernière réunion convoquée par le Bureau international du travail. Pendant ce temps, Allemands, Polonais, Serbes, Italiens, Turcs, Grecs et autree continuent à se menacer et se battre.

Vraiment, on ne pouvait pas se moquer plus complètement des peuples à qui fut promise la

paix définitive. Alors que tant des conflits demandent une solution rapide, les gouvernements font venir d'Europe et d'Amérique tout un aéropage de juristes pour se livrer à un coûteux coupage de cheveux en quatre.

Est-ce pour démontrer que le problème de la paix est au-dessus des capacités gouvernementales et que les peuples seuls peuvent organiser le désarmement en vidant les casernes et en ignorant les frontières artificielles ?

Rathenau.

Les impérialistes allemands continuent leur campagne d'assassinat. Aux quelques centaines de victimes déjà faites ils viennent d'ajouter Rathenau, ministre des affaires étrangères et gros industriel. L'empereur, les rois et princes déchus veulent absolument faire croire au peuple allemand que, sans eux, rien ne va plus. Et pour ce faire ils organisent un sabotage régulier des choses et des gens. De là les mises à mort de tous les personnages en vue qui tentent de renflouer le bateau coulé par les Hohenzollern. Car cela n'est pas douteux. Les organisateurs des crimes commis sont les princes chassés de leurs trônes, ainsi que ces rebuts d'humanité que sont les hobereaux et les traîneurs de sabre que l'armistice a laissé sans emploi.

Il y a quelques mois déjà nous disions qu'en pendant quelques douzaines des sires qui hantent Potsdam, on serait certain de frapper les vrais criminels. Mais les Allemands sont trop respectueux du clinquant pour oser toucher à ces bandits ! Loin de leur appliquer la loi du talion, ils leur payent des pensions qui servent à la solde des meurtriers, ainsi qu'à faciliter leur fuite. Régulièrement les exécuteurs des crimes échappent aux recherches ; on ne les poursuit qu'avec mollesse et les princes leur assurent une toute puissante protection. Une fois, pourtant, les assassins d'Erzberger avaient failli être pris en Hongrie. Mais cet autre malfaiteur d'envergure, Horthy, eut soin ce leur personne et, depuis, ils sont en sûreté.

Certes, ce n'est pas nous qui allons nous plaindre du manque de zèle de la police. Même contre les pires ennemis, nous ne saurions faire appel au concours de l'Etat. Mais nous avons néanmoins le droit de rappeler avec quelle facilité les organes répressifs jouent contre les travailleurs et de nous étonner de leur mauvais fonctionnement dès qu'il faut agir contre les forbans de l'aristocratie.

Ce qui arriva était d'ailleurs à prévoir ; du moment que le peuple allemand n'a pas eu, dès les premières heures de la révolution, l'audace de pratiquer une épuration nécessaire, il était évident que la clique monarchiste et militariste reprendrait le dessus. Maintenant des milliers parmi les meilleurs des Allemands ont été tués ou sont emprisonnés, tandis que les généraux et les princes organisent impunément le massacre de ceux qui peuvent être un obstacle à leur reprise du pouvoir absolu. Le poignard, le revolver et la bombe sont les instruments de ces élus du Seigneur, à qui, chose vraiment inouïe, les travailleurs germains n'ont pas même touché un cheveu, ainsi que le rappelait, l'autre jour, le président du Reichstag.

Et cette façon de se comporter à l'égard des bourreaux n'était pas de la magnanimité, mais bien de la stupidité. Les nécessités de la révolution, et l'humanité même, commandaient de mettre hors d'état de nuire, et cela d'une façon définitive, les malfaiteurs d'essence supérieure, qui venaient de faire prendre à l'Allemagne et au monde le plus effroyable bain de sang qui se puisse imaginer. C'était le moment ou jamais de donner à la fameuse conscience humaine la satisfaction qu'elle réclamait. Au lieu de la corde de chanvre, on a donné des roses à ces soudards congédiés, et aujourd'hui ces gens font ripailles à l'annonce de chaque attentat réussi. Il n'y a pas jusqu'aux fils de Guillaume qui, à très courte distance du lieu du crime, ont organisé une fête quelques heures après le dernier assassinat.

Vraiment, ces souverains de droit divin ne s'embarrassent pas des moyens pour reconquérir leurs crèches dorées, quand le « ciel » manque d'activité.

Mais qui peut s'étonner qu'en plein vingtième siècle les rois usent de l'arme des apaches, alors que ce sont eux qui ont introduit le brigandage dans le monde. Toute la vraie histoire enseigne que la canaillerie est l'apanage des royautés.

Est-ce que, au pays de l'évangile marxiste, on a oublié cela ?

Amnistie.

Depuis des années, en France, des milliers de soldats expient dans les prisons un geste de mauvaise humeur ou un mouvement de révolte contre des chefs par trop inhumains. Tous les ministères qui se sont succédés depuis 1918 ont refusé de libérer ces victimes du militarisme. Beaucoup d'autres troupiers ont été fusillés par erreur ou sans avoir commis d'autres délits que leurs camarades condamnés à la prison.

Or, au cours d'un récent débat à propos de soldats fusillés après tirage au sort pour faire un exemple, le ministre de la guerre a avoué que les officiers responsables de ces crimes ne pouvaient être povrsuivis, ayant été amnistiés tôt après l'armistice. Ainsi, pour retarder la libération des victimes encore vivantes on invoque mille raisons, mais depuis longtemps déjà les auteurs de leurs souffrances sont mis sous la protection de la loi.

Quand donc ce qu'on brime, qu'on gruge et qu'on torture s'amnistieront-ils eux-mêmes en renversant un ordre de choses qui ne subsiste que par la terrour ?

A. A.

VIENT DE PARAITRE en brochure avec couverture :

Errico MALATESTA

EN PÉRIODE ÉLECTORALE

DIALOGUE ENTRE OUVRIERS

Prix : 10 centimes

Les néo-chrétiens

Quand je parle de Dieu, je ne puis m'empêcher de penser au diable. Qui diable donc avait mis dans la tête de ce brave Eugène Sue de conseiller à la démocratie française, fille aînée de la Révolution, de quitter le catholicisme pour se faire *unitaire* ? D'autres, aussi heureusement avisés que Sue, proposent le protestantisme. Déjà M. Louis Blanc, héritier de l'éloquence et des idées de Robespierre, avait indiqué le mouvement religieux du quinzième et du seizième siècle comme le point de départ de la Révolution. Fiez-vous donc aux historiographes. Quoi ! nous aurions repoussé au seizième siècle la Réforme, au dix-septième le jansénisme, au dix-huitième les jésuites, pour devenir au dix-neuvième disciples de Channing ! Après trois cents ans d'ironie, nous renierons la foi de Rabelais, de Molière, de Voltaire, de Diderot, de Danton, la vieille, l'inexpugnable foi gauloise ! Et pourquoi, grand Dieu ! pour une logomachie américaine.

... Dieu est le grand *Peut-être* sur lequel, en dépit de notre libertinage, ou plutôt en châtiment de notre libertinage, nous continuons de fonder notre police, car, vraiment, j'aurais honte de dire notre Justice. Il nous faut, tant nous nous sentons indignes, un sujet du bien, du beau, du juste, du vrai, autre que nous-mêmes : un sujet de la foi conjugale autre que l'époux et l'épouse ; un sujet de la famille autre que les parents et les enfants ; un sujet de l'Etat autre que le citoyen et le travailleur. Et comme il faudra tôt ou tard réaliser ce sujet hyperphysique, lui trouver une expression vivante, un organe, un héraut, on nous verra, dévots de l'absolu, aboutir à l'absolutisme pontifical, impérial, dictatorial, saint-simonien. Le sujet mystique, antérieur, supérieur, extérieur et entremetteur de notre droit et de notre devoir, deviendra Innocent III, Charlemagne, Robespierre ou Enfantin.

Accourez maintenant, pour donner à ces conceptions sublimes les embellissements de votre art, poètes, statuaires, musiciens, décorateurs ! Qui aurait le courage de vous accuser, enfants perdus de la fantaisie et du caprice, incapables de ne parler qu'après avoir réfléchi ; enthousiastes dont le lyrisme se sent d'autant plus à l'aise qu'il respecte moins la raison et la mesure ; pour qui la justice signifie bénédiction, la morale plaisir, le travail largesse, et qui trouvez le peuple toujours assez riche et la cité assez libre quand le prince est magnifique !

J'en aurais long, si je voulais tout dire : ces exemples suffisent pour montrer aux moins clairvoyants à quel abaissement cette fureur de piétisme promet de nous faire descendre. C'est la mort du génie français. La franche étude découragée, la vraie vérité proscrite, c'est à qui se fera, avec le plus d'impudence, corrupteur de la raison publique ; à qui mentira le plus lâchement à sa science et à sa conscience, falsifiant les faits, dénaturant la langue et travestissant l'histoire.

... Le comble de l'aberration a été d'avoir rendu la Révolution complice de ce système de mensonge, en faisant d'elle un produit, que dis-je ? le complément de la révélation chrétienne. L'histoire est assez curieuse pour que nous en tonchions quelques mots.

Le caractère commun de l'époque des Césars et de la fin du dix-huitième siècle est le mouvement d'émancipation populaire : il n'en a pas fallu davantage aux partisans mystiques de la Révolution pour en rattacher les origines à la mission de Jésus-Christ. L'ancienne monarchie, qui fit tant contre la papauté, qui pendant soixante et dix ans l'enterra dans Avignon, avait tenu à se dire *très chrétienne*. Dès 1789, la nouvelle démocratie, plagiaire de la royauté, n'imagine aussi rien de mieux que de se réclamer du réformateur de Nazareth. L'idée une fois éclose, on ne pouvait s'arrêter en si beau chemin. Une secte de conciliateurs se forma pour accorder l'Evangile et la déclaration des droits, interpréter le dogme, arranger l'histoire, expliquer la Providence, créer, enfin, au point de vue de la Révolution dèmocratique et sociale et au détrimeut de l'Eglise, tout un système d'exégèse et d'absolutisme.

Ces rêveurs de nouvelle espèce ne doutent pas entre eux qu'ils ne possèdent la vraie foi. Comme il n'est pas donné à l'homme d'imaginer quoi que ce soit de complètement fou, de rien accomplir d'absolument inutile, on peut dire qu'ils ont porté le dernier coup au christianisme en le faisant synonyme de Révolution.

Encore si ces deux mots, *Révélation* et *Révolution*, étaient en corrélation dialectique ; si le Droit divin et le Droit humain formaient entre eux ce qu'on appelle une antinomie, ils pourraient se construire dans une synthèse supérieure, comme le travail et le capital, la propriété et l'Etat, ou toute autre dualité sociale. La conciliation des deux termes ayant quelque chose de rationnel, on pourrait soutenir qu'aucun ne doit être éliminé, et l'espérance des néo-chrétiens serait rationnelle.

Mais il n'en est rien. La Justice révolutionnaire et la Justice théologale ne sont pas deux puissances qui s'équilibrent ; elles sont l'une à l'autre ce que l'idée positive est à l'allégorie, la science au mythe, la réalité au rêve, le corps à l'ombre. Je ne dis pas précisément qu'elles s'excluent, puisque au contraire, comme je l'ai plus d'une fois expliqué dans ces études, l'une apparaît dans l'histoire comme le signe ou symbole dont l'autre est l'accomplissement ; je dis que, la vérité connue, il n'y a plns lieu de s'occuper de l'allégorie, et que celle-ci doit être écartée....

(P.-J. Proudhon : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, vol. II, p. 363-68.)

Quand l'économie politique énonce que le capital n'est que du « travail accumulé », et que l'on coudoie tous lee jours des riches qui ne travaillent pas et dont les pères n'ont pas travaillé davantage, on est assailli de doutes sur la valeur réelle de cette affirmation scientifique. On se demande si, en la tenant pour vraie à l'origine, l'accumulation de travail dont ce capital est le résultat, ne remonte pas à des époques bien reculées ; si la jouissance des descendants de l'accumulateur primitif, qui possèdent toujours et ne travaillent jamais, ne se prolonge pas déjà depuis assez longtemps pour que les classes déshéritées, qui ne possèdent jamais et qui travaillent toujours, n'aient pas quelque titre à demander la revision de ce qui semble être un privilège éternel, dans une société comme la nôtre, ennemie de tout privilège, et très vivement éprise d'égalité.

Georges d'Avenel.

En vente au RÉVEIL :

BAKOUNINE. Œuvres, six volumes. Chaque volume séparément	2 50
— L'organisation de l'Internationale	— 05
H.-E. DROZ. Du Rêve à l'Action, poésies	2 50
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences)	— 30
F. ROUGE. Chansons pour rire rouge et jaune	— 20
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer	— 10
P. KROPOTKINE. Aux jeunes gens	— 10
— La Loi et l'Autorité	— 10
— L'esprit de révolte	— 10
— L'idée révolutionnaire dans la révolution	— 10
— L'action anarchiste dans la révolution	— 10
— Lettre aux ouvriers occidentaux	— 05
Aristide BRIAND. La Grève générale et la Révolution	— 10
Richard WAGNER als Revolutionär	— 10

Cinquante pièces en un acte à tendances sociales à 75 cent. et 1 franc la pièce.